

Europe : vers une hausse accélérée des dépenses de Défense

L'interventionnisme américain dans le conflit en Ukraine bouleverse l'équilibre géopolitique. A court terme, il inciterait avant tout les gouvernements européens à augmenter rapidement leurs dépenses de défense militaire. Si certains Etats font face à des finances publiques dégradées, l'Union Européenne dispose néanmoins d'outils et d'atouts. La région affiche, en agrégé, une dette publique tout à fait contenue (90% du PIB pour la zone euro, à comparer avec plus de 120% pour les Etats-Unis), ainsi qu'une épargne largement excédentaire. Ces perspectives de dépenses plus importantes expliquent en partie la poursuite de la très bonne tenue des marchés actions européens, avec les valeurs de la défense en hausse de plus de 15% depuis le début de l'année

Vers une hausse des dépenses publiques. L'annonce cette semaine des négociations entre les États-Unis et la Russie à propos de l'Ukraine et les menaces de désengagement américain de la sécurité européenne ont de potentielles implications majeures au niveau géopolitique. Mais à court terme, elles reposent avant tout et de façon plus aiguë la question des dépenses de défense au sein des pays de l'UE, ainsi que leur financement. En effet, dans ce contexte qui se durcit, il est très probable que les gouvernements augmentent rapidement leurs dépenses de défense, au moins jusqu'au seuil de 2% du PIB par an, seuil prévu par le traité de l'OTAN. Si La France et le Royaume-Uni y sont déjà, cela nécessiterait un effort pour des économies telles que l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, de 0,5 points de PIB en plus par an. Or, cet effort intervient dans un contexte de finances publiques dégradées à la suite des crises Covid et énergie post-Guerre en Ukraine. En

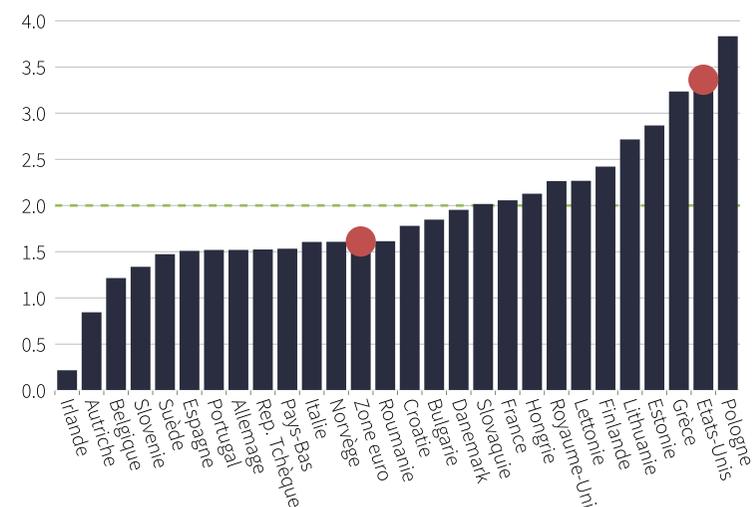
réaction, il est donc tout à fait probable que la Commission Européenne fasse des choix tels que i) un assouplissement des règles budgétaires, en excluant par ex. tout ou partie des dépenses de défense du calcul du déficit public, ii) une réallocation des fonds NGEU non-dépensés vers des dépenses de défense ou encore iii) s'accorder entre les gouvernements autour d'un nouveau plan d'emprunt communautaire dédié

L'Union Européenne a les moyens de faire face. Si l'endettement public de certains pays apparaît élevé, il est important de souligner qu'au niveau agrégé, la dette publique de la zone euro reste relativement contenue (à 90% du PIB contre plus de 120% aux Etats-Unis) et offre ainsi une claire marge de manœuvre budgétaire. L'épargne est un autre atout de taille dont dispose l'Europe, avec même un excès par rapport à ses investissements actuels. En effet, l'Europe dégage des excédents externes importants (de l'ordre de 4% du PIB), là où les Etats-Unis affichent un déficit externe conséquent. On peut notamment citer l'Allemagne avec un excédent de 6% du PIB, l'Espagne de 3% et l'Italie de 1%. La France affiche un solde externe à l'équilibre. Ainsi, la solidité des comptes externes des économies européennes reste un atout qui devrait leur permettre d'assurer le financement de nouveaux efforts de défense sans nécessairement faire appel à de l'endettement externe et donc sans générer de tensions sur les taux souverains

Des marchés actions soutenus par la perspective d'une hausse des dépenses. Malgré le contexte géopolitique qui se durcit, les marchés actions européens continuent leur belle embellie, l'Eurostoxx 600 progressant de 3,5% sur le mois de février et de près de 9% depuis le début de l'année. Les entreprises du secteur de la défense contribuent à cette très bonne performance, avec une progression de 9% depuis le début de l'année. Les marchés estiment ainsi que cet effort de défense se traduira par un net rebond des carnets de commandes de ces entreprises. Du côté obligataire, la perspective de plus de dépenses et donc de plus d'émissions, s'est traduite par une remontée modeste des taux, avec le taux du Bund grim pant à 2,5% et 3,3% pour celui de l'OAT.

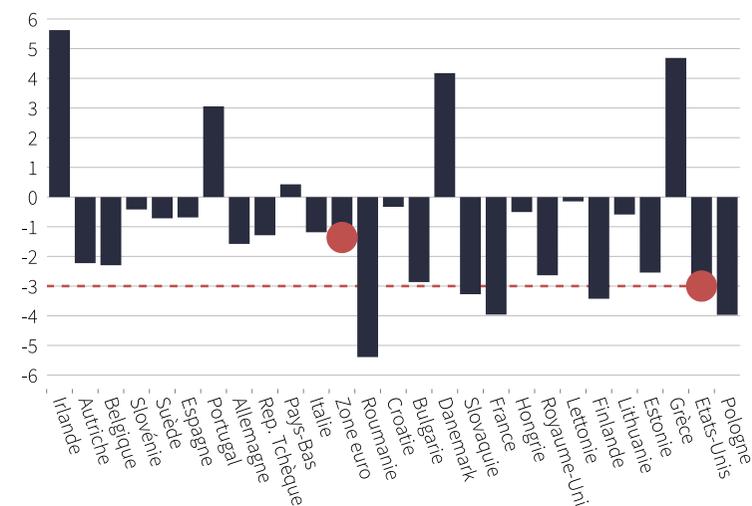
DEPENSES DE DEFENSE MILITAIRES

En % du PIB, 2023



SOLDE BUDGETAIRE PRIMAIRE DU GOUVERNEMENT

En % du PIB, solde hors charge de la dette, 2024



Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Toutes les données proviennent de Bloomberg, Macrobond au 21/02/2025, date d'achèvement de cette publication. Conformément à la réglementation en vigueur, nous informons le lecteur que ce document est qualifié de document à caractère promotionnel.

NOS COMMENTAIRES MACRO-ÉCONOMIQUES

Les événements de la semaine passée

Indice d'activité PMI

Le PMI Composite de la zone euro est resté stable à un niveau de 50,2 au mois de février, toujours en zone de légère expansion. La croissance de l'activité est surtout portée par les services (PMI des Services à 50,7) même si le rythme d'expansion ralenti. La composante manufacturière reste en zone de contraction mais montre des signes d'amélioration, avec un indice au plus haut depuis septembre 2024. En France, les indices PMI suggèrent une image négative avec un net recul de l'indice des services à 44 contre un niveau de 48 pour le mois de janvier. Cette baisse doit être modérée, l'indice PMI étant historiquement un mauvais indicateur avancé de la croissance française. Au total de la zone euro, les données PMI de février confirment cependant notre scénario de croissance économique modeste de la zone euro dans les mois à venir.

LES CHIFFRES DE LA SEMAINE

	Donnée	Actuel	Passé	Prévisions
Royaume-Uni	Taux de chômage en janvier	4,40%	4,40%	4,40%
	Inflation en janvier	3,00%	2,50%	2,80%
Japon	Inflation en janvier	4,00%	3,60%	4,00%
Zone euro	PMI Composite de janvier	50,2	50,2	50
Allemagne	PMI Manufacturier de janvier	46,1	45	45,1
France	PMI Composite de janvier	44,5	47,6	47,2

Source : Macrobond, 21/02/2025. Les couleurs dans la colonne 'Actuel' correspondent à la différence par rapport aux prévisions

Royaume-Uni : l'inflation surprend à la hausse

L'inflation a nettement surpris à la hausse au mois de janvier. En effet, l'inflation totale a augmenté à 3%, contre 2,50% en décembre, alors que l'inflation sous-jacente a augmenté à 3,8%. Si la hausse des prix de l'énergie a contribué à la surprise haussière, plusieurs composantes des services ont affiché aussi des hausses supérieures à 3%. Ces chiffres n'ont pas cependant changé de manière significative les anticipations de baisse des marchés de la Banque d'Angleterre, celles-ci restant à 2 baisses de taux de 25pb en 2025.

ÉVÉNEMENTS ET CHIFFRES CLÉS À VENIR



Lundi

Allemagne Climat des affaires Ifo

Mercredi

Allemagne Confiance des consommateurs Gfk

Jeudi

Espagne Taux d'inflation en février
États-Unis - Commande de biens durables en janvier
- Demande hebdomadaire d'allocations chômage

Vendredi

France Taux d'inflation en février
Allemagne Taux d'inflation en février
États-Unis Indice des prix PCE en janvier

Samedi

Chine PMI Manufacturier de février

PERFORMANCES DES MARCHÉS

Taux interbancaires

%	19/02/2025	21/01/2025	21/11/2024	01/01/2024	21/02/2024
Etats-Unis SOFR	4,349	4,35	4,73	5,34	5,32
Zone euro €ster	2,665	2,92	3,17	3,88	3,91
Royaume-Uni SONIA	4,454	4,70	4,70	5,19	5,19
Suisse SARON	0,444	0,45	0,96	1,70	1,69
Japon TONAR	0,477	0,23	0,23	-0,04	-0,01

Taux souverains 10 ans

%	20/02/2025	21/01/2025	21/11/2024	01/01/2024	21/02/2024
Etats-Unis Treasuries	4,50	4,57	4,43	3,88	4,32
France OAT	3,22	3,27	3,09	2,55	2,91
Allemagne Bund	2,53	2,48	2,31	2,02	2,43
Italie BTP	3,61	3,59	3,56	3,70	3,93
Espagne Bonos	3,20	3,14	3,03	2,98	3,35
Suisse	0,54	0,37	0,41	0,66	0,83
Royaume-Uni Gilts	4,61	4,57	4,43	3,60	4,16
Japon JGB	1,42	1,19	1,06	0,62	0,73

Crédit et dette émergente

%	20/02/2025	21/01/2025	21/11/2024	01/01/2024	21/02/2024
Etats-Unis IG	5,28	5,33	5,25	5,06	5,40
Etats-Unis HY	7,20	7,23	7,23	7,59	7,90
Europe IG	3,42	3,52	3,49	3,72	4,04
Europe HY	5,46	5,81	5,80	6,80	6,68
Emergents devises	6,26	6,38	6,30	6,77	7,02

Indices actions

20/02/2025 vs	-1w	-1m	-3m	01/01/2024	-1y
Monde	-0,16	1,596	3,66	24,93	19,967
Etats-Unis	-0,12	0,846	2,55	28,95	23,210
Zone euro	-0,62	5,136	12,89	20,61	16,639
France	-0,73	4,267	12,40	10,79	8,004
Allemagne	-0,79	6,184	15,37	29,61	27,491
Royaume-Uni	-0,67	1,493	6,11	15,25	15,237
Japon	-0,86	0,755	2,16	18,19	6,041
Emergents (USD)	0,64	3,853	4,85	17,94	16,680
Chine (USD)	-0,36	13,608	13,92	34,20	42,274
Inde (USD)	1,15	-3,117	-7,20	4,93	-0,613
Amérique latine (USD)	-0,09	9,821	4,72	-15,51	-12,045

Taux de change

	20/02/2025	21/01/2025	21/11/2024	01/01/2024	21/02/2024
EUR/USD	1,05	1,04	1,05	1,11	1,08
GBP/USD	1,26	1,23	1,26	1,27	1,26
EUR/CHF	0,94	0,94	0,93	0,93	0,95
USD/JPY	149,54	155,34	154,42	141,03	150,28
USD/CNY	7,28	7,31	7,24	7,08	7,19

Prix des matières premières

	20/02/2025	21/01/2025	21/11/2024	01/01/2024	21/02/2024
Brent, USD/BL	77	79	74	77	83
Cuivre, USD/Tonne met.	9 515	9 067	8 946	8 476	8 472
Or, USD/Ozt	2 939	2 745	2 670	2 063	2 026
Argent, USD/Ozt	33	30	31	24	23
Palladium, USD/Ozt	985	944	1 028	1 136	973
Platinum, USD/Ozt	976	947	960	1 000	902

Source : Bloomberg, au 21/02/2025-1S = variation sur 1 semaine, -3M = variation sur 3 mois, -12M = variation sur 12 mois, Début d'année = variation depuis le début de l'année. Actions ; rendement total en devise locale. Obligations souveraines = rendement à 10 ans. Les chiffres sont arrondis.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

Avertissement général

Ce document est une communication à caractère promotionnel publiée par Société Générale Private Banking, qui est la ligne métier du groupe Société Générale opérant à travers son siège au sein de Société Générale S.A. en France et son réseau (départements ou entités juridiques distinctes (succursales ou filiales, ci-après les « Entités »)), localisé sur les territoires mentionnés ci-après, agissant sous la marque « Société Générale Private Banking » et distributeurs du présent document.

Le présent document de nature informative, sujet à modification, est communiqué à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Son contenu n'est pas destiné à fournir un service d'investissement, il ne constitue ni un conseil en investissement ou une recommandation personnalisée sur un produit financier, ni un conseil ou une recommandation personnalisée en assurance, ni une sollicitation d'aucune sorte, ni un conseil juridique, comptable ou fiscal de la part de Société Générale Private Banking et de ses Entités. L'information contenue dans ce document n'a pas pour objectif de fournir une base permettant de prendre une décision d'investissement.

Tout investissement peut avoir des conséquences fiscales et Société Générale Private Banking et ses Entités ne fournissent pas de conseil fiscal. Le niveau d'imposition dépend des circonstances individuelles et les niveaux et assiettes d'imposition peuvent changer. En outre, le présent document n'a pas pour objet de fournir des conseils comptables, fiscaux ou juridiques et ne doit pas être utilisé à des fins comptables, fiscales ou juridiques. Des conseils indépendants doivent être sollicités le cas échéant.

Les données historiques utilisées et les informations et avis cités, proviennent ou sont notamment basées sur des sources externes que Société Générale Private Banking et ses Entités considèrent fiables mais qu'elles n'ont pas vérifiées de manière indépendante. Société Générale Private Banking et ses Entités n'assumeront aucune responsabilité quant à l'exactitude, la pertinence et l'exhaustivité de ces données.

Le contenu de ce document ne prend pas en compte d'objectifs d'investissement ni de situations financières spécifiques. Il appartient aux investisseurs de prendre contact avec leurs conseillers externes habituels afin d'obtenir toutes les informations financières, juridiques et fiscales qui leur permettront d'apprécier les caractéristiques et les risques de l'investissement envisagé ainsi que la pertinence de la mise en œuvre des stratégies dont il est question dans le présent document.

L'investissement dans certaines classes d'actifs citées peut ne pas être autorisé dans certains pays ou peut être réservé qu'à une certaine catégorie d'investisseurs. Il est de la responsabilité de toute personne en possession de ce document de s'informer et de respecter les dispositions légales et réglementaires de la juridiction concernée.

Ce document n'est en aucune manière destiné à être diffusé à une personne ou dans une juridiction pour laquelle une telle diffusion serait restreinte ou illégale. Il ne peut notamment pas être diffusé aux États-Unis, et ne peut être distribué, directement ou indirectement, sur le marché des États-Unis ou auprès d'une US Person.

Risques généraux

Certaines classes d'actifs citées peuvent présenter divers risques, impliquer une perte potentielle de la totalité du montant investi voire une perte potentielle illimitée, et n'être en conséquence réservées qu'à une certaine catégorie d'investisseurs, et/ou adaptées qu'à des investisseurs avertis et éligibles à ces classes d'actifs. En outre, ces classes d'actifs doivent être conformes au Code de Conduite fiscale du groupe Société Générale.

Le prix et la valeur des investissements ainsi que les revenus qui en dérivent peuvent fluctuer, à la hausse comme à la baisse. Les variations de l'inflation, de taux d'intérêts et de taux de change peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur, le prix et le revenu des investissements libellés dans une devise différente de celle du client. Les éventuelles simulations et exemples contenus dans ce document sont fournis à titre indicatif et à des fins d'illustration uniquement. La présente information peut être modifiée en fonction des fluctuations des marchés, et les informations et avis mentionnés dans ce document peuvent être amenés à évoluer. Société Générale Private Banking et ses Entités ne s'engagent ni à actualiser ni à modifier le présent document, et n'assumeront aucune responsabilité à cet égard.

Le présent document a pour seul but d'informer les investisseurs, qui prendront leurs décisions d'investissement sans se fier uniquement à ce document. Société Générale Private Banking et ses Entités ne sauront être tenus pour responsables en cas de perte directe ou indirecte liée à un quelconque usage de ce document ou de son contenu. Société Générale Private Banking et ses Entités n'offrent aucune garantie, expresse ou tacite, quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations ou quant à la rentabilité ou la performance de toute classe d'actifs, pays, ou marché.

Les informations sur les performances passées éventuellement reproduites ne garantissent en aucun cas les performances futures et peuvent ne pas se reproduire. La valeur d'un investissement n'est pas garantie et la valorisation d'investissements peut fluctuer.

Les prévisions concernant les performances futures sont basées sur des hypothèses qui peuvent ne pas se concrétiser. Les scénarios présentés sont des estimations de performances futures, fondées sur des informations passées sur la manière dont la valeur d'un investissement varie et/ou sur les conditions de marché actuelles, et ne sont pas des indications exactes. Le rendement obtenu par des investisseurs sera amené à varier en fonction des performances du marché et de la durée de conservation de l'investissement par l'investisseur. Les performances futures peuvent être soumises à l'impôt, lequel dépend de la situation personnelle de chaque investisseur et est susceptible de changer à l'avenir.

Pour une définition et description des risques plus complète, veuillez vous référer au prospectus ou, le cas échéant, aux autres documents réglementaires (si applicable) avant toute décision d'investissement.

Le présent document est confidentiel, destiné exclusivement à la personne à laquelle il est remis, et ne peut ni être communiqué ni porté à la connaissance de tiers (à l'exception des conseils externes et à condition qu'ils en respectent eux-mêmes la confidentialité), ni reproduit totalement ou partiellement, sans accord préalable et écrit de Société Générale Private Banking et de ses Entités.

Conflits d'intérêts

Le groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. À cet effet, Société Générale Private Banking et ses Entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts, y compris des murailles de Chine en matière d'information.

Ce document contient les avis de la ligne métier Société Générale Private Banking. Les opérateurs de marché de Société Générale peuvent effectuer des transactions, ou ont effectué des transactions, sur la base des avis et études de ces personnes. De plus, les équipes de Société Générale Private Banking sont rémunérées, en partie, en fonction de la qualité et de la précision de leurs études, des commentaires des clients, des revenus de l'entité Société Générale Private Banking qui les emploie, et de facteurs concurrentiels.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

En règle générale, les sociétés du groupe Société Générale peuvent être teneur de marché, chef de file ou chef de file associé à une offre publique d'instruments financiers, effectuer des transactions concernant les titres auxquels il est fait référence dans ce document, et peuvent fournir des services bancaires aux sociétés mentionnées dans ce document, ainsi qu'à leurs filiales. Les sociétés du groupe Société Générale, peuvent, de temps à autre, réaliser des transactions, générer des profits, détenir des titres ou agir comme conseiller, courtier ou banquier en lien avec ces titres, ou des dérivés de ces titres, ou en lien avec les classes d'actifs mentionnées dans ce document.

Les sociétés du groupe Société Générale peuvent être représentées au conseil de surveillance ou d'administration de ces sociétés.

Les employés du groupe Société Générale, ou les personnes ou entités qui leur sont liées, peuvent, de temps à autre, détenir une position dans un titre ou une classe d'actifs mentionné(e) dans ce document.

Les sociétés du groupe Société Générale peuvent acquérir ou liquider, de temps à autre, des positions dans les titres, ou actifs sous-jacent (y compris leurs dérivés) mentionnés dans ce document, ou dans tout autre actif le cas échéant, et par conséquent tout rendement pour un investisseur potentiel peut en être directement ou indirectement affecté.

Les sociétés du groupe Société Générale n'ont aucune obligation de divulguer ou de prendre en compte ce document dans le cadre de conseil ou de transactions avec un client ou au nom d'un client.

Par ailleurs, les sociétés du groupe Société Générale peuvent émettre d'autres études qui ne sont pas alignées, ou dont les conclusions diffèrent des informations présentées dans ce document, et n'ont aucune obligation de s'assurer que de telles autres études sont portées à la connaissance de tout récipiendaire du présent document.

Avertissement spécifique par juridiction

FRANCE : Sauf indication contraire expresse, le présent document est publié et distribué par Société Générale, établissement de crédit prestataire de services d'investissement agréé par et sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »)

(sise ECB Tower, Sonnemannstraße 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne) au sein du Mécanisme de supervision unique banque française autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (sise 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09), et l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») (sise 17 Pl. de la Bourse, 75002 Paris). Société Générale est également enregistrée auprès de l'ORIAS en qualité d'intermédiaire en assurance sous le numéro 07022493 orias.fr.

Société Générale est une société anonyme française au capital de 1 015 044 435,00 euros au 25 juillet 2024, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, et dont le numéro d'identification unique est 552 120 222 R.C.S. Paris et le numéro ADEME est FR231725_01YSGB. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.fr

LUXEMBOURG : Le présent document est distribué au Luxembourg par Société Générale Luxembourg, société anonyme enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6061 et établissement de crédit autorisé et régi par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »), sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »), et dont le siège social est sis 11, avenue Émile Reuter – L 2420 Luxembourg. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <https://www.societegenerale.lu/>. Aucune décision d'investissement quelle qu'elle soit ne pourrait résulter de la seule lecture de ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude ou autre caractéristique des informations contenues dans ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant aux actions menées par le destinataire de ce document sur la seule base de ce dernier, et Société Générale Luxembourg ne se présente pas comme fournissant des conseils, notamment en ce qui concerne les services d'investissement. Les opinions, points de vue et prévisions exprimées dans le présent document (y compris dans ses annexes) reflètent les opinions personnelles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas les opinions d'autres personnes ou de Société Générale Luxembourg, sauf indication contraire. Ce document a été élaboré par Société Générale. La CSSF n'a procédé à aucune analyse, vérification ou aucun contrôle sur le contenu du présent document.

MONACO : Le présent document est distribué à Monaco par Société Générale Private Banking (Monaco) S.A.M., sise 11 avenue de Grande Bretagne, 98000 Monaco, Principauté de Monaco, régie par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et la Commission de Contrôle des Activités Financières. Les produits financiers commercialisés à Monaco peuvent être réservés à des investisseurs qualifiés conformément aux dispositions de la loi n° 1.339 du 07/09/2007 et de l'Ordonnance Souveraine n° 1.285 du 10/09/2007. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <http://www.privatebanking.societegenerale.com>.

SUISSE : Le présent document peut être constitutif de publicité au sens de la Loi sur les services financiers (« LSFIn »). Il est distribué en Suisse par Société Générale Private Banking (Suisse) SA (« SGPBS ») ou la « Banque », dont le siège se trouve à la rue du Rhône 8, CH-1204 Genève. SGPBS est une banque autorisée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Le présent document ne peut en aucun cas être considéré comme un conseil ou une recommandation d'investissement de la part de SGPBS. La Banque recommande d'obtenir un avis professionnel avant d'agir ou de ne pas agir sur la base de ce document et n'accepte aucune responsabilité en lien avec le contenu de ce document. Les instruments financiers, incluant notamment les parts de placements collectifs et les produits structurés, ne peuvent être offerts que conformément à la LSFIn. De plus amples informations sont disponibles sur demande auprès de SGPBS ou sur www.privatebanking.societegenerale.com.

Le présent document n'est distribué ni par SG Kleinwort Hambros Bank Limited au Royaume-Uni, ni par ses succursales à Jersey, Guernesey et Gibraltar qui agissent ensemble sous la marque « SG Kleinwort Hambros ». En conséquence, les informations communiquées et les éventuelles offres, activités et informations patrimoniales et financières présentées ne concernent pas ces entités et peuvent ne pas être autorisées par ces entités ni adaptées sur ces territoires. De plus amples informations sur les activités des entités de la banque privée de Société Générale situées sur les territoires du Royaume-Uni, des îles anglo-normandes et de Gibraltar, incluant des informations complémentaires de nature légale et réglementaire, sont disponibles sur www.kleinworthambros.com.



ÉVÉNEMENTS ET CHIFFRES CLÉS À VENIR



Mardi

- Allemagne** Confiance des consommateurs GfK de novembre
États-Unis Ouvertures de postes JOLT

Mercredi

- États-Unis** Croissance du PIB au T3
Zone euro Croissance du PIB au T3
France Croissance du PIB au T3
Allemagne -Croissance du PIB au T3
-Taux d'inflation en octobre

Jeudi

- Chine** PMI Manufacturier NBS
Zone Euro Taux d'inflation (en g.a) en octobre
France Taux d'inflation (en g.a) en octobre

Vendredi

- États-Unis** -Taux de chômage en octobre
-Emplois non-agricole en octobre

KEY EVENTS NEXT WEEK



Tuesday

- Germany** Gfk Consumer Confidence
United-States JOLTs Job Openings

Wednesday

- United-States** GDP Growth Rate Q3
Euro Area GDP Growth Rate Q3
France GDP Growth Rate Q3
Germany -GDP Growth Rate Q3
-Taux d'inflation en octobre

Thursday

- China** NBS Manufacturing PMI
Euro Area Inflation Rate (YoY) october
France Inflation Rate (YoY) october

Friday

- United-States** -Unemployment Rate october
-Non farm payroll october